

Le Huchoèr

N°10

Journal anarcho-indépendantiste breton

1,5 €

PA SAVO REUZ



INT O DO KEUZ

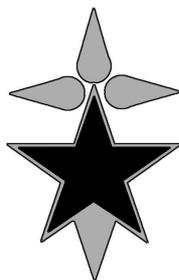


Plate-forme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire

De part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, les Breton/nes constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État... Nous

voulons être acteurs et actrices de notre histoire.

La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries...)
 - Socialement (ANPE, P.A.R.E...)
 - Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales...)
 - Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation...)
- ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation...).

Nous sommes internationalistes.

En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttes (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux. En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse... Nous sommes pour une société plurilingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

Libertaires.

Nous nous inscrivons en continuité du mouvement d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre.

L'Etat, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va forcément à l'encontre des peuples et des individus. Prendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets...) décider à notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie..., ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusive.

Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes...). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires.

Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individu/es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la ré-appropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

L'uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploiters. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.

Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire

Solidarité internationale Retour de mission civile

69e mission 15/09- 29/09

J'avons été dica la Palestine pour vère un p'tit si c'que nous contaît la bouète à imaïges étaït vraï. Pour aïder les Palestiniens, pour oui ceux tchi l'ont du mâ que d'viv' tous les joûs la djère. V'là l'istouère.

Nous sommes partis jus- qu'en Palestine pour voir la réalité du conflit là-bas ; pour aider les Palestiniens qui vivent tous les jours la guerre. C'est avec la Campagne Civile Internationale de Protection du Peuple Palestinien que nous avons été. Récit.

Notre petit groupe de trois personnes, aussitôt après notre rencontre à Jérusalem, s'est résolu à gagner Yanoun au plus vite, première destination prévue pour notre mission. Grâce à notre coordinateur, nous rejoignons Kalendia et c'est à bord d'un vieux taxi Mercedes que nous nous rendons jusque Aqraba. Nous occupons à huit personnes le taxi en nous casant tant bien que mal à l'intérieur. Sur fond de musique arabe, à vive allure nous contournons le checkpoint pour s'élancer sur des routes quasi-désertes. Les collines s'étendent à perte de vue, offrant pour seuls visages des pierres, des oliviers, un groupe de soldats ou encore un colon posté à un carrefour, fusil mitrailleur en bandoulière pour nous rappeler que nous ne sommes pas là pour faire les touristes.

A Aqraba le gros taxi stoppe dans le centre ; aux regards curieux des locaux nous répondons par des sourires, dont la réciprocité nous emmènera tout naturellement à échanger quelques paroles, à acheter quelques provisions. L'atroupement que suscite notre arrivée permet à la personne de Yanoun qui doit nous y emmener, de

nous repérer aisément. Il nous conduit au village à bord d'une vieille coccinelle dont la couleur jaune a été ternie par la poussière blanche que dégagent les routes palestiniennes, dépourvues de goudron.

Nous arrivons à la maison des internationaux où nous sommes accueilli-e-s par trois femmes du *White Council of Churches*, association œcuménique dont nous ignorions l'existence. C'est avec elles que nous passerons plusieurs jours pour assurer les diverses tâches qui nous reviennent. Je mettrais mon côté mécréant au placard le temps du séjour, car la situation tend à me faire relativiser beaucoup de choses... Pour annoncer notre arrivée, nous rendons visite au maire, ainsi qu'à l'instituteur.



Un jeune habitant du village du bas, Addnan, nous rejoindra pour nous faire partager ses bonnes connaissances de l'anglais et ainsi faciliter les discussions. Il deviendra un des interlocuteurs privilégiés pour communiquer.

Le soir nous prenons connaissance du fonctionnement du générateur, qui permet d'alimenter en électricité le village quatre heures par jour. Nous assurerons cette tâche tous les soirs, en respectant les horaires décidés par le maire. Même si nous n'avons pas croisé les colons les quatre premiers jours, ils nous feront remarquer leur présence dès le premier soir en éclairant la vallée. A l'heure précise où nous coupons l'électricité, un énorme projecteur perché sur les collines colonisées vient balayer de son regard intimidateur l'obscurité.

Concernant les travaux d'électricité justement, nous pouvons affirmer qu'au moment de notre présence, d'après ce que nous avons vu et selon l'opinion d'Addnan, le raccordement au réseau électrique était en passe d'être achevé. Un responsable de la compagnie belge qui supervise les travaux est d'ailleurs passé la semaine d'avant pour affirmer qu'effectivement les travaux allaient arriver à leur terme. Au moment où nous sommes restés à Yanoun, les travaux étaient arrêtés, mais c'était momentané. Le papier retrouvé sur un poteau, qui stipulait l'arrêt des travaux, n'avait aucune valeur officielle et semblait être une manipulation des colons.

Le lendemain de notre arrivée, nous nous levons de bonne heure pour voir les enfants partir à Aqraba en minibus. La semaine passée, une voiture des colons avait volontairement ralenti le minibus sur son trajet. Tous les matins, nous assurerons donc une présence au départ du véhicule.

Ce matin-là nous sommes sollicités par Samira pour l'accompagner avec son troupeau de moutons un peu plus haut sur la colline. Ses coups d'œil furtifs sur les hauteurs de la colline en disent long sur la tension que les habitants endurent. De retour chez elle, elle nous explique que son plus jeune fils prend les internationaux pour des colons non armés. Il n'est pas facile pour un petit palestinien de quatre ans, dont les seules figures étrangères à sa famille et à son village sont le colon et le soldat, de faire la distinction.

Le mercredi matin, il est prévu que nous aidions Rachid à la récolte des piments, les *filfil* en arabe. Nous allons passer plus de deux heures à une dizaine pour remplir une bonne trentaine de

(Suite page 4)

(Suite de la page 3)

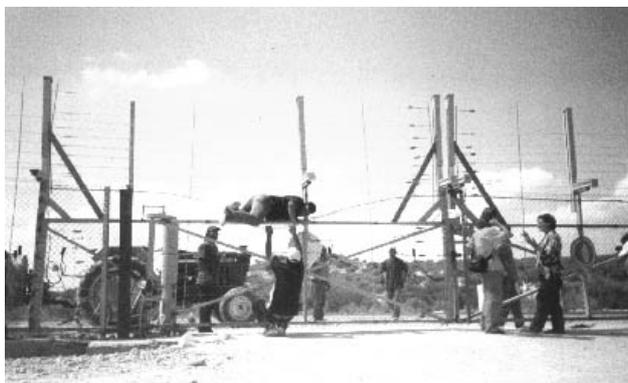
caisses. L'après-midi nous faisons un tour à Aqraba. Le cloisonnement des habitants dans leur ville se lit dans le regard curieux des enfants qui nous accompagnent de boutiques en boutiques à la recherche de ficelle.

Le lendemain nous nous rendons à Jayous. Nous mettrons au moins deux heures trente pour effectuer une distance d'environ 50 à 60 kilomètres. Il y a très peu d'infrastructures ; les routes palestiniennes que nous emprunterons ne sont pas goudronnées et on n'y circule pas à plus de 60 kilomètres à l'heure. Plus tard, sur une route cette fois-ci

goudronnée - je pense destinée à servir les colonies juives nombreuses dans le secteur - nous nous faisons arrêter par un barrage militaire. Tandis que toutes les voitures israéliennes aux plaques d'immatriculations jaunes passent le contrôle sans être arrêtées, toutes les voitures palestiniennes sont stoppées. Le chauffeur du taxi, après avoir immobilisé son véhicule à bonne distance, descend avec nos passeports ; les soldats, après l'avoir interrogé, nous demandent de venir à notre tour. Nous répondons à leur

question et nous poursuivons notre route. Nos réponses étaient cohérentes, mais il faut dire que nous nous étions préparés avec le chauffeur à l'éventualité d'un contrôle. Arrivés à Jayous, nous sommes accueilli-e-s en mairie par un ingénieur membre du réseau hydrologique palestinien qui nous fait part de la situation. Le mur a en effet pris place, en contre bas de la colline, séparant Jayous de ses terres agricoles et de ses réserves d'eau. Nous pouvons voir parfaitement s'élanter sur des kilomètres le mur, le boa constrictor, comme le nomme un international

norvégien. Il vient étouffer les territoires palestiniens, nuit à leur intégrité et à leur intégralité, en annexant des bouts de territoires où sont implantées les colonies juives. Contrairement aux idées reçues, le mur n'est pas construit sur la Green Line, la frontière d'a-



vant 1967, mais plusieurs kilomètres à l'est de cette ligne, séparant, comme c'est le cas à Jayous, des villages de leurs terres.

Nous passerons donc ce mur, ouvert trois fois par jour à l'unique porte qui relie le village à ses terres. Les militaires contrôlent l'identité des Palestiniens mais pas les nôtres. Nous avons un contact avec Shareef, agriculteur et membre du comité local de défense des terres. Alors que nous allons à sa rencontre, Addnan notre interlocuteur privilégié de Yanoun nous prévient par téléphone que les colons ont débarqué à côté de chez



lui, dans le village du bas. Nous faisons le nécessaire pour s'assurer que les internationaux là-bas soient au courant, ce qui était le cas. Bref, à Jayous nous rencontrons Shareef qui nous fait un accueil formidable. Son histoire, comme celle de beaucoup d'habitants du village, est marquée par les aléas de l'occupation. Alors qu'il travaillait en Jordanie, où il a rencontré sa femme, il est rentré à Jayous pour reprendre la ferme. C'était en 1967 ; sa femme perdra l'enfant qu'elle portait, suite aux treize heures de trajet qui ont été nécessaires. Il promit à sa femme

de construire une maison à Jayous, mais, les années passant, lorsque les enfants ont été en âge de faire des études, ces dernières devinrent la priorité. Le projet de maison fut donc reporté jusqu'à aujourd'hui, car désormais ils ont une maison neuve. Seulement, une fois la maison construite, le mur fit son apparition. Désormais, comme les autres agriculteurs et ouvriers agricoles, il passe six jours sur sept de l'autre côté du mur, vivant séparé de sa femme... Le mur est une catastrophe économique et sociale pour les agriculteurs. C'est une barrière de plus pour le transport des marchandises. Les

bergers, maraîchers, ouvriers passent la nuit dans des conditions précaires : sous une tente, dans la carcasse d'un bus, sans électricité. Lorsqu'Israël subit des attentats-suicides comme les deux derniers à Tel-Aviv et Jérusalem, les soldats n'ouvrent plus la porte et le mur est fermé. Les récoltes sont perdues pour les agriculteurs. Israël pratique constamment cette punition collective lorsqu'il y a des attentats. Elle prend en otage toute la Palestine. Pour Abelatif, l'ingénieur hydrologue, Israël ne pense pas à son avenir, car en maintenant la Palestine dans la répression, la précarité, l'apartheid économique, social, l'État hébreu ne fera qu'engendrer la frustration, la violence sur le long terme.

Au sujet du mur, un livre en anglais, recueillant témoignages, tableaux statistiques, photos... a été édité par les associations et ONG palestiniennes. Nous en avons ramené des exemplaires.

L'courrou d'néteie pour la 69^e mission.

Pour davantage d'informations, voici les contacts du CCIPPP : www.protection-palestine.org. CCIPPP, 21 ter rue Voltaire, 75001 Paris.

www.pengon.org,
www.stothewall.org

Nationalisme et Internationalisme

« Si, par principe, nous [anarchistes] n'avons pas de patrie et rejetons d'emblée tout nationalisme, pouvons nous considérer des groupes humains comme méritant d'être pris en considération en tant que tels, comme des portions de l'humanité à défendre ? »

Roland Breton

C'est précisément cette question du nationalisme, question récurrente et inquiétante pour certains, qu'il convient d'une nouvelle fois d'éclairer d'un point de vue libertaire. En effet, bon nombres d'individus se/nous demandent comment concilier nationalisme/particularisme et anarchisme, alors que la question pourrait leur être retournée : comment ne pas concilier la volonté émancipatrices des individus avec l'envie de reconnaissance et de liberté des peuples qu'ils composent ?

Et même, pour certains « anarchos-jacobins », comment défendre l'idée d'une « nation française » garante des libertés et de l'égalité entre des hommes « frères », alors que l'anarchisme nie précisément ce genre de construction idéologique. Et l'on se rend alors bien compte que la devise républicaine, ce leurre des gouvernants, est si ancrée dans les esprits (l'État a bien fait son boulot !) que certains anarchistes rentrent dans le jeu et se font défenseurs de l'appareil manipulateur de ces valeurs plutôt que de défendre ses valeurs contre cet appareil pervers. C'est la preuve que plus de deux cents ans de culte étatico-nationalo-républicain à la Hegel ont formaté les esprits les plus rebelles qui n'ont plus alors aucun recul sur ce qu'ils sont, sur leur culture, leur langue...

Imaginez ce même cas de figure hors des sacro-saintes frontières hexagonales, issues de la non moins sacro-sainte Révolution : on crierait à la mascarade tant les valeurs utilisées par l'État

sont détournées de leur signification originelle pour en revenir à un sens beaucoup plus pernicieux : celui d'une devise gravée aux frontons des mairies, mythe fondateur d'une nation qui ne peut se nommer ainsi que dans une vision étatique.

La nation française n'est qu'une chimère inventée par certains pour éradiquer toute forme de résistance sociale, culturelle et politique. Et là, se pose le problème de la notion de « nation », hors du contexte étatique.



Nous sommes internationalistes, c'est à dire que nous sommes pour des échanges, des apports entre les nations, nation étant ici synonyme d' « individus émancipés ayant pris conscience d'une appartenance commune à une même culture », à l'inverse de l'appartenance « nationale » à la française, non choisie mais imposée par les gouvernants pour rassembler, et donc pour dominer plus facilement.

Une internationale d'Etats-nations ne peut être réelle car ces derniers ne véhiculent aucune notion de fédéralisme émancipateur (c'est l'essence-même de l'État). Alors qu'une internationale Bretagne/Papous/ Chiapas...peut, si et seulement si ces peuples se situent dans une vision émancipatrice libertaire, être garante d'une véritable avancée, d'une nouvelle organisation fédéraliste.

C'est pourquoi j'accuse bon nombre d'anarchistes de n'être que des anarchistes de salon, endossés dans des carcans étatiques qu'ils sont censés combattre, mais qui les dépassent largement ; d'ailleurs,

pour les combattre, il ne suffit pas de se considérer comme dépositaires historiques de l'anarchisme en organisant des masturbations intellectuelles communes autour d'une table en U (ce qui arrange bien l'État : « ils sont bien gentils ces nanars-intellos, pas dangereux).

L'action libertaire se doit de vomir l'État, de le nier sous toutes ses formes (et donc naturellement la pseudo-culture d'État). Et c'est ce que pratiquent notamment les anarcho-sindicalistes, les squatters et les anarchos-indépendantistes (en Bretagne, aux Canaries, en Sardaigne...), régulièrement conspués par les anarchistes de boudoirs (salons bourgeois...) en France surtout ; allez voir en Italie...

Si il paraît logique, en tant que libertaires, de conspuer un «anarcho-jacobinisme», (une forme d'«anarcho-étatisme »), il convient aussi de se méfier, et les tenants de cette pensée pré-citée ne se gardent pas de nous le faire savoir, d'une vision nazionale-anarchiste.

Un sombre individu fait circuler ses idées nauséabondes sur Internet (A vous de chercher le site si ça vous chante), idées susceptibles de discréditer aux yeux de certains, le combat des anarcho-indépendantistes. Mais on ne peut s'y tromper : il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur les emblèmes de ces mouvements se réclamant de national-anarchisme pour se rendre compte des années lumières qui nous séparent de ces groupuscules fascisants. Les idées premières sont plutôt alléchantes : autodétermination, refus des carcans étatiques dans lesquels se complaisent certains anarchistes...mais ça dérape tout doucement : d'abord sur la question des frontières, aussi sacrées et défensesuses des libertés « nationales » que dans la vision jacobino-libertaire, autre forme de national-anarchisme. A croire que celles-ci n'ont jamais servies à asseoir un pouvoir sur un territoire et

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

donc sur le peuple qui y vit !...

Mais attention, il ne s'agirait ici que de frontières choisies librement et non imposées. Pourquoi des individus émancipés, en libre association fédéraliste, auraient-ils besoin de choisir des frontières ? Ah ! Oui, pour se protéger de la xénophobie et promouvoir la « mixophobie » (sic). Toute culture, tout peuple doit être libre, surtout libre de préserver sa « pureté », sa souveraineté (et sa connerie ?!). Libre à chacun de se mélanger mais il faut respecter les cultures à part entière : le métissage ne serait donc qu'une pâte sans consistance, une simili culture (et donc un métis un simili individu !). Et là encore, on est tenté de faire un parallèle avec l'« anarcho-jacobinisme », la culture et la tradition se seraient arrêtées au 19^e siècle ; elles ont évoluées depuis des millénaires mais se seraient figées il y a plus d'un siècle. Ce serait alors nier les traditions ouvrières (en Bretagne par exemple) symboles d'une culture en perpétuelle évolution, au contact des mutations sociales et sociétales.

De ce vomis idéologique on peut aussi extraire : « Tout individu souhaitant vivre dans un tel milieu social doit en avoir le choix et la possibilité ». Depuis quand le milieu social peut-il être un choix ? Un choix de milieu sociétal est possible certes mais social ?! Faudra que je contacte Madelin pour qu'il m'explique !...

Le mouvement anarcho-indépendantiste a tendance à réprouver le terme nationaliste, tant la connotation réactionnaire du mot est forte. Même si l'on est tenté de se réapproprier la notion de « nation » dans une vision libertaire (de même que certains militants bretons veulent débarrasser la croix celtique de ses connotations fascistes), méfions-nous des dérapages ; ces pseudo-pensées nationalo-anarchisantes se veulent libératrices, mais dans un certain contexte : « tout le monde libre mais chacun chez soi » (!)

Loin des donneurs de leçon qui nous accusent de repli identitaire alors qu'eux-mêmes pratiquent un anarchisme d'État, loin des pseudos anarchistes qui se servent de thèses émancipatrices pour cloisonner l'individu dans des carcans politiques et culturels figés, ségrégationnistes, nous, anarchos-indépendantistes, mettons en avant les réalités culturelles et les demandes de prises en considération populaires comme vecteurs d'émancipation sociale, en parallèle à la lutte des classes.

« Na neus nemet an dud pinvidik bras o deus ur vamm-vro abalamour m'o deus arc'hant. Te ha me ha kement hini a zo paour n'hon eus war an douar nemet hor buhez. Hi eo hon mamm-vro ! »
LN ar Rouz (dans Brug niv°11)

Bretagne libre et libertaire dans une fédération internationaliste !

Vergisstmeinnicht

Où trouver le Huchoër ?

Roazhon / Resnn :

- Librairie Alpha Graph, rue d'Echange
- Librairie Au bout de la nuit, rue Legrave-
rend
- L'Ekluserie occupée, rue Alphonse Guérin

Sant Brieg / Saent Berioec :

- Librairie Errances

Gwengamp / Guingamp :

- Ambassade du Peuple Palestinien, 7 rue No-
tre Dame
- Maison de la Presse, place du Centre

Boulvriag / Bourbriac :

- Tabac Presse, place du Centre

Tonkedeg / Tonquedec :

- Café chez Jeannot, route de Lannion

Lannuon / Lannion :

- Librairie Gwalarn, rue des Chapeliers

Kemperle / Quimperlé :

- Librairie Penn-da-Benn, place Saint Michel

An Oriant / Lorient :

- Maison de la Presse, 18 rue des Fontaines

Gwened / Vannes :

- Librairie Lenn ha dilenn, rue des Chanoines

Paris :

- Coop Breizh, rue du Maine

Lille :

- Infoshop, 4 rue de Colmar

+ les tables de presses, les manifs... et directement dans ta boîte aux lettres si tu t'abonnes.

Pour un éclaircissement lumineux je conseille la lecture de la revue Réfractions numéro 8 sur le thème « Fédéralismes et autonomies » (voir en particulier Roland Breton et René Furth).

Le syndicalisme révolutionnaire en Irlande

au travers du « Block-out » de 1913.

Le lundi de Pâques 1916, une poignée d'Irlandais est allée à la boucherie contre l'armée du plus grand empire colonial de l'Époque : L'Empire Britannique. Cette bravade qui aurait pu être vaine devint le déclencheur d'une guerre d'indépendance, économique et sociale, entre cette proche colonie et son occupant, qui a abouti à la fin de la main-mise britannique en Irlande.

Hélas cette victoire sera récupérée par les franges bourgeoises du mouvement pour aboutir à l'Irlande capitaliste, conservatrice, bourgeoise et répressive que l'on connaît aujourd'hui. Si le rôle des Irish Volunteers et de l'Irish Republican Brotherhood est assez connu dans cette insurrection, il ne faut pas oublier de mentionner la présence de l'Irish Citizen Army, armée ouvrière issue du syndicat ITGWU. L'ITGWU et l'ICA joueront par ailleurs un rôle très important dans l'évènement social le plus important de l'Irlande avant l'indépendance : la grande grève de 1913.

James Connolly 1868-1916

James Connolly est né à Edimburgh (Écosse) de parents irlandais. Entré très jeune (à 11 ans) dans le monde du travail, il milite rapidement dans la lutte ouvrière et socialiste en Écosse. Ce sont les organisations écossaises pour lesquelles il milite qui l'envoient en Irlande, où il organise le Dublin Socialist Club puis le premier journal socialiste irlandais *The Workers Republic*. De passage aux États-Unis, il fonde l'Irish Socialist Organisation et le journal *The Harp* (la harpe est l'un des symboles de l'Irlande). De retour en Irlande, il organise le syndicalisme en Ulster (nord de l'Irlande). Lors

de la grande grève de 1913, il fonde enfin l'ICA pour défendre les grévistes contre les agressions du patronat et de la police royale. Malgré sa participation au mouvement d'indépendance, il s'oppose constamment à la ligne nationaliste qui plaçait en terme de priorité l'indépendance avant les travailleurs. Ainsi, il disait qu'il ne voyait pas de différence « si les chômeurs étaient réunis au son de l'hymne national irlandais, que les huissiers portent un uniforme vert frappé de la harpe celtique au lieu de la couronne d'Angleterre ».

L'Irish Transport and General Workers Union (ITGWU)



L'ITGWU a été fondé en 1909 par James 'Big Jim' Larkin (1876-1947) et James Connolly pour unir les travailleurs irlandais qui vivaient

alors dans des conditions de vie et d'exploitation désastreuses. Le credo de l'organisation était alors : « Ceux qui mettent en place des organisations syndicales pour répondre aux besoins actuels préparent en même temps la société de l'avenir [...] Le principe du contrôle démocratique fonctionnera grâce aux ouvriers organisés dans des fédérations d'industries [...] et l'État politique et territorial du capitalisme n'aura plus ni place ni fonction. »

La grande grève de 1913

La grève de Dublin surgit dans un contexte de misère absolue, entretenue par la bourgeoisie et l'occupant britannique. Le taux de mortalité dans la ville égale alors celui de Calcutta en Inde (27,6 %). Plus de 20 000 familles vivent dans des logements d'une seule pièce. Les

salaires y sont les plus bas de tout le « Royaume uni de Grande Bretagne et d'Irlande » avec un revenu de 75 pence pour 70 heures de travail hebdomadaire, et cela pouvant descendre jusqu'à 25 pence pour les femmes. L'autre contexte aggravant de cet évènement est la montée en puissance de l'ITGWU dans la classe ouvrière, ascension qui ne pouvait qu'irriter le patronat irlandais et britannique.

En syndicat révolutionnaire, il eut vite la réputation de défendre âprement les droits des travailleurs et de refuser les compromis hasardeux avec les patrons. C'est aux fonderies Star Works et Pierces que se déroula, en 1911, le premier affrontement direct entre le syndicat et le patronat, évènement précurseur de la grande grève de 1913. Les dirigeants des deux entreprises énoncèrent qu'« un travailleur n'est pas acceptable s'il est membre de l'ITGWU ». Une grève totale de six mois suivit et un travailleur, Mickaël Leary, fut tué par la RIC (Royal Irish Constabulary, Police Royale Irlandaise). En 1911 et 1913, ils forcèrent le patronat à accepter des augmentations de salaires de 15 à 50 pence par semaine ce qui, pour l'époque et les salaires appliqués alors, n'était pas négligeable.

Cependant le patronat réagit en se regroupant sous l'égide de la Fédération des Employeurs Dublinois (DEF) avec un certain William Murphy comme leader. Les affrontements pouvaient reprendre de nouveau. Celui-ci s'attaqua d'entrée de jeu au syndicat en faisant autoriser et en pratiquant la signature obligatoire par les salariés d'un texte dans lequel ils certifient qu'ils ne rejoindront pas l'ITGWU. Le 21 août, 200 personnes de la Tramway Compagny reçurent un courrier les informant de leur renvoi pour appartenance au syndicat. En réponse, le 26 août, de manière simultanée et à 10 heures pile, tous les conducteurs de tramways accrochèrent le badge de l'ITGWU à leur boutonnière et

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

stopperent les rames en pleine rue puis les abandonnèrent pour manifester. La grande grève venait de commencer.

Le patronat, propriétaire des journaux conservateur dont l'Irish Catholic, lança alors une grande campagne de calomnies à l'encontre des grévistes et des personnes influentes du syndicat. Mais leurs manœuvres de pression envers les grévistes échoua, poussant les autres ouvriers à rejoindre le mouvement. Le 27 septembre, les grévistes sont 24 000, venant de tous les secteurs de l'industrie dublinoise. Deux semaines plus tard, ils sont 30 000, impliquant plus de 30 syndicats affiliés ou non à l'ITGWU, luttant en solidarité et pour les principes des droits syndicalistes.

Des affrontements éclatèrent un peu partout dans Dublin. Des manifestations furent interdites, des meetings syndicaux furent pris d'assaut par la police, des logements de grévistes furent attaqués. Deux grévistes furent battus à mort, un autre mourut des suites des tortures infligées par la police, une militante fut abattu par un milicien patronal. En réponse, les grévistes s'organisèrent pour riposter en créant l'Irish Citizen Army. Cette 'milice ouvrière' fut d'abord équipée de crosses de Hurley et de pierres, et entraînée par le Capitaine Jack White, ex-officier de l'Armée britannique passé dans le camp des ouvriers irlandais et qui rejoindra les rangs des mouvements anarchistes en Espagne pendant la guerre civile de 1936.

Cependant avec le temps, les grévistes s'affaiblirent à cause des privations et de la nourriture qui commençait à manquer. Des syndicalistes anglais envoyèrent des navires chargés de vivres, ce qui entraîna une nouvelle fracture avec le mouvement nationaliste qui considéra cette aide britannique comme une insulte.

Le mouvement nationaliste : une

attitude ambiguë ...

Le mouvement irlandais est en pleine expansion. Lorsque se posa la question du soutien à la grève, certains comme Tom Clarke, la Comtesse Markevicz et bien sûr James Connolly prirent le parti des travailleurs mais la majorité se rangeant derrière Arthur Griffith, le leader du Sinn Fein, refusa toute aide aux grévistes insurgés sous prétexte que le mouvement irlandais devait être « national » et non « corporatiste ». Même l'IRB

pourtant plus radical refusa pour les mêmes raisons. Cette absence de soutien ajoutée à la longueur de la grève eut raison du mouvement : en janvier 1914, les ouvriers reprirent le travail mais la grève de 1913 aura marqué les esprits des patrons, tant par son coup financier que psychologique, au point que ces derniers refusèrent de suivre Murphy lors d'un second conflit en Octobre 1915 qui aboutit à une victoire des salariés.

OLC

TaD, un « collectif agricole »

Ti an Dispac'h est une initiative de membres de la CBIL qui ont décidé de créer une ferme autogérée.

Ce projet a pour but de montrer que l'on peut vivre en petits groupes en produisant pour une grande part ce dont nous avons besoin, en échangeant pour une autre part... et en faisant des petits boulots pour compléter.

Bien sûr, notre mode de vie se veut compatible avec le respect de l'environnement. Ainsi nous ne désirons pas être reliés au réseau électrique d'EDF et à ses centrales nucléaires. Dans l'avenir nous espérons parvenir à produire notre propre électricité grâce à des éoliennes.

Notre eau provient du puit que nous avons creusé. Nous avons des toilettes sèches, nous n'utilisons pas d'engrais chimiques pour nos cultures...

Nous sommes libertaires et nous prenons les décisions au consensus. Nous sommes engagés dans les luttes que mène la CBIL et dans d'autres luttes locales. Nous sommes prêts à travailler avec d'autres mouvements et individus libertaires.

Nous sommes bretons et le revendiquons : nous projetons de mettre en place des cours de breton et autres activités culturelles et festives en lien avec la culture bretonne. Nous voulons faire vivre le pays et réveiller sa culture.

Enfin, nous nous opposons à la transformation du Centre Bretagne en campagne de luxe pour touristes bourgeois où la multiplication des résidences secondaires fait augmenter le prix de l'immobilier, chassant ainsi les habitants et empêchant les installations.

Depuis avril 2003, nous avons fait un premier essai de jardin, acquis les premiers animaux, construit une maison... Le terrain nous appartenant, nous ne pouvons être expulsés. Par contre, les constructions sont réalisées sans permis. La mairie a déjà déposé une plainte. Les gendarmes sont venus nous rendre une petite visite. Malgré le caractère illégal de nos bâtiments, nous affirmons que nous prendrons le droit de nous installer où bon nous semble. Nous ne laisserons pas les autorités, qui laissent de gigantesques bâtiments d'élévages industriels se construire à proximité, nous dire ce que nous pouvons faire ou pas.

Affaire à suivre. Nous aurons sûrement besoin de monde pour nous soutenir à un moment ou à un autre...

Pour nous contacter : ti.an.dispach@no-log.org
TaD c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp cedex

Étudiant-e : Lutte et émancipe toi !

Les étudiant-e-s, classe sociale parmi les plus précaires, s'apprêtent à subir de nouvelles dégradations de leur condition de vie. Salariat en parallèle aux études, loyers inaccessibles, système éducatif déjà fort inégalitaire... C'est déjà un fait, même si quelques bribes d'acquis sociaux issus de longues luttes peuvent rendre ce système moins inacceptable. Mais aujourd'hui, avec les nouvelles réformes touchant l'enseignement supérieur, le masque tombe.

La machine à rentabiliser

est en route

La première réforme concerne l'organisation pédagogique de l'université. Elle institue, parallèlement à un système de points ECTS (European Credit Transfert System) dont l'attribution selon les formations risque fort de dépendre de leur rentabilité sur le marché du travail, une organisation autour de trois diplômes : la licence en 3 ans, le mastaire en 5 et le doctorat en 8. Avec la disparition du DEUG, il faudra donc désormais 3 ans avant d'obtenir son premier diplôme, ce qui risque de faire une sélection entre les étudiant-e-s, beaucoup ayant déjà des difficultés à assurer le financement de 2 ans d'études. Cette réforme, issue d'accords européens, préparée par C.Allègre et J.Lang, est actuellement mise en pratique par leur successeur L.Ferry.

Vient aussi une seconde réforme, encore à l'état de projet de loi sur l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur ou réforme « de modernisation universitaire ». Son examen, repoussé aux printemps dernier sous la pression du mouvement social des enseignant-e-s et du personnel de l'éducation, est imminent. Elle pose un principe de désengage-

ment financier et pédagogique de l'État. Ce qui pourrait apparaître comme une victoire sur un centralisme écrasant n'en est pas une. Loin de là. Car pour compenser ce retrait financier, le projet de loi prévoit la possibilité de faire appel aux collectivités territoriales et au bassin local d'emploi – les politiciens, les patrons et autres souverains locaux dont le contrôle sur les contenus pédagogiques s'effectuera par le biais d'un conseil d'orientation stratégique qui sera consulté pour l'élaboration et la réalisation du projet et du contrat d'établissement. Et nul ne doute – même si le conseil ne sera que « consultatif » – qu'il sera décisionnel en dernière analyse, puisque se seront ses membres qui paieront. Le projet prévoit aussi la possibilité d'augmenter les frais d'inscription, remettant ainsi en cause le principe de gratuité et d'égalité des chances.

Il est évident que ces deux réformes sont intimement liées, et qu'elles se soutiennent avec une cohérence effrayante. On le voit surtout en ce qui concerne le risque de généralisation de la création de licences professionnelles conduisant soit directement à la vie active, soit à un mastaire professionnel à l'issue duquel l'accès au doctorat sera impossible. Ces diplômes existent déjà à une certaine échelle (610 licences professionnelles proposées à la rentrée 2002). Leurs intitulés sont éloquentes : « électricité et électronique option capteurs, instrumentation optique pour télécommunications » (Lannion). On imagine ce que seraient devenus les détenteur-trice-s de ce genre de diplômes si ce principe avait été appliqué au secteur de la métallurgie en Lorraine dans les années 70...

Ne nous égarons pas

Contrairement à ce qui peut s'entendre, ce n'est pas la décentralisation qu'il faut contester, mais sa gestion capitaliste et l'intrusion supplémentaire du capital dans l'éducation qui devrait être

factrice d'émancipation, non un moyen de fournir de la viande à travail.

Certain-e-s opposent au système LMD/ECTS une « véritable harmonisation basée sur un service public européen d'éducation qui soit égalitaire ». On en est loin et tant mieux, l'Europe n'étant encore qu'un conglomérat d'États et qu'une telle vision laisse présager une Europe comme nouveau pouvoir central, fantasme de technocrate faisant fi de la réalité des multiples spécificités au sein des peuples européens. L'Europe sociale ne peut pas exister, car l'Europe est une construction purement capitaliste dont la raison d'être est la compétition économique avec l'Amérique du Nord.

L'actuel mouvement qui se développe à partir de Rennes II soulève des questions cruciales sur la forme de la lutte ainsi que sur la riposte constructive à apporter à l'État.

Ensemble construisons

l'alternative

La question de la grève a beaucoup fait débat. La grève est indispensable car elle permet de prendre le temps pour réfléchir, s'informer, discuter du système, pour construire l'alternative et lutter. Pour cela, quelques jours de grève ne suffiront pas. Mais la grève ne se suffit pas à elle-même et ne serait rien sans l'occupation et le blocage total de la fac car, outre un moyen de réveil des consciences, c'est le seul moyen de pression efficace, et évite de pénaliser et de sacrifier les grévistes. Cela force à se questionner, prendre position et aller au bout de ses idées. Mais surtout, l'occupation est une fin en soi car elle sous-tend la rappropriation de l'université par les étudiants et engendre des habitudes d'autogestion, de démocratie directe, de solidarité et d'auto-organisation qui sont de véritables

(Suite page 10)

(Suite de la page 9)

bles investissements individuels pour de futures luttes. Il y a donc le difficile (mais normal) apprentissage de la démocratie, et ce malgré les tendances anti-démocratiques et stalinoïdes de certain-e-s syndicalistes.

De plus, ne nous faisons pas d'illusions sur les autres formes d'actions que l'on pourrait nous proposer, comme les manifestations ou les grèves ponctuelles. Celles-ci, aussi importantes et fréquentes soient-elles, sont des actions épidermiques, des coups d'épée dans l'eau. L'expérience des mouvements sociaux du printemps dernier (retraites, éducation, intermittents...) en est la preuve la plus proche. De plus, les médias aux ordres se sont ingéniés à imposer l'idée d'une sorte de « dictature syndicaliste » qui prendrait les « honnêtes citoyens » en otage. Contre cela, il faut une dynamique de lutte qui réveille les gens et les pousse à quitter leur télévision.

Il ne faut pas non plus compter sur un quelconque salut venant « d'en haut », des élus et des syndicats co-gestionnaires. La logique de « démocratie » représentative étant directement la cause des périls qui pèsent sur l'éducation. Or, la démocratie, c'est agir tous les jours, comme ce qui se passe actuellement sur Rennes II. Ce n'est pas voter tous les deux ans. Car les élections sont des délégations aveugles qui mènent à la dépossession collective (de la fac, des outils de production, du fruit du labour des travailleurs, de la prise de décision à la base, etc.). Le syndicalisme co-gestionnaire n'est qu'un rouage de ce système, impuissant au retour ultérieur des réformes sous d'autres formes.

Il faut aussi revenir à l'attitude des non grévistes et autres « solidaires sur les revendications mais pas sur les formes ». Ces dernier-e-s se taisent quand l'État prend des décisions sur lesquelles ils ne peuvent avoir aucun pouvoir. Qui parle alors de « prise

d'otage » quand le flicage et la vidéosurveillance se généralisent ? Pourquoi ce refus de participer à un système réellement démocratique, au sein d'assemblées générales ouvertes à tou-te-s ?

Cette attitude inerte est révélatrice d'habitudes de consommation de l'éducation, c'est à dire la prise en compte exclusive des intérêts individuels à court terme (les examens dans quelques semaines).

Le mouvement étudiant sur Rennes II doit s'élargir aux autres catégories socioprofessionnelles et à l'ensemble de l'éducation afin d'éviter l'essoufflement et l'enfermement du mouvement sur sa base arrière (la fac).

Une tendance très sensible dans le mouvement actuel rejette toute syndicalisation et ce du

fait de l'attitude de certain-e-s « petit-e-s chef-e-s » et de l'image des syndicats co-gestionnaires. C'est un tort car si la plupart des syndicats ont une attitude néfaste, celle-ci est à des années-lumière de ce que devraient être des syndicats, des collectifs, des mouvements basés sur des pratiques auto-gestionnaires et d'émancipation des individus. Ne laissons pas l'éducation à l'État et au patronat, réapproprions-nous nos savoir-faire, nos cultures, nos langues, nos moyens de production et de décision.

**UNIVERSITÉ LIBRE
SANS ÉTAT NI PATRON !**

**BREIZH DIZALC'H
HEP STAD NA MESTR !**

Collectif Huch!

<http://www.huch.lautre.net>

Petit historique du mouvement étudiant

De notre envoyé spécial sur le Campus de Villejean :

C'est sur le campus de Villejean (Rennes II) qu'a commencé le mouvement de grève étudiant actuellement en cours d'élargissement. Une semaine et cinq assemblées générales début novembre auront suffi à transformer une campagne de l'UNEF (des AGs stalinoïdes titrés "UNEF et non-syndiqués") - rapidement débordée par la CNT-FAU, Sud-étudiant et nombre d'étudiants radicalisés par les dangers des réformes LMD/ECTS et de "modernisation des universités" - en débrayages d'amphis, blocage des bâtiments à l'aide de barricades faites de tables et de chaises et piquets de grève durs.

On a donc pu assister à la structuration du mouvement, le difficile apprentissage du fonctionnement en assemblée générale décisionnelle (jusqu'à 3000 participants), à l'exportation du mouvement et à des manifestations de rue de plus de 5000 personnes dont celle du jeudi 13 novembre qui s'est terminée par l'occupation du rectorat par 200 étudiants jusqu'à l'expulsion par les "forces de l'ordre".

Deux semaines après le début de la grève, alors que presque vingt facs sont entrées dans le mouvement (à des degrés divers), l'État, par le biais du ministre Ferry, annonce que le projet de modernisation des universités "n'est pas à l'ordre du jour" - tentative de manipulation et d'étouffement grossière qui n'a pas empêché la reconduction et le durcissement de la grève lors de l'AG rennaise du vendredi 21 novembre.

Ce lundi 24 novembre, la présidence de Rennes II ayant décidé de répercuter les manœuvres étatiques à son compte a décidé de laisser les bâtiments fermés à clef, privant ainsi les étudiants du lieu de lutte qu'ils s'étaient réappropriés. Manœuvre déjouée avec simplicité : occupation de la présidence et entrée en force (les vitres sont pas très solides) dans le hall principal de la fac, lieu de coordination du mouvement.

Per-Ewan

CINEMA

ATTENTION DANGER
TRAVAIL

Ce film était présenté en avant-première le 22 septembre au TNB à Rennes.

J'avons été vère cette montrie d'imaïges su la grande bouète es goules du TNB, en avant-permière. Y'avaïen hardi d'monde pu qui n'en faou et j'avons zaeu d'la chance d'erriver dica l'guichet pour aller gri les titchets. J'avons été dans les derniers à avai une place. L'film-là m'fit penser dans Michael Moore ou tchoque chose de doumé. Y'avaïen des istouères su l'travail et des causeries o des chômous qu'on ben raison d'buffer un p'tit ! Y'avaïen de même les aoutes bas d' la hanne du Medef et le bas d' la goule de Raffarin qui caousent pu haou qu' nous aoutes tant pu qui n'faou. Heureusement qu'les travailous et les chômous sont en désamin o les commandeurs-là. D'mézé l'film est sorti dans l's aoutes salles. Si vantiers vous voulez aller vère tchoque chose de différent que ce qu'on oui dans l'poste, v'là eune bonne idée !

Alors que l'actualité sociale a été rythmée cette année par l'allongement de la durée de cotisation pour les retraites, par la fin de droits anticipée pour les chômeurs de longue durée, la suppression

d'un jour férié... le film de Pierre Carles, Christophe Coello et Stéphane Goxe *Attention Danger Travail* arrive à point dans une réflexion plus globale de notre rapport au travail. Un peu à la manière d'un Michael Moore dans la conception, le film se présente sous la forme d'entretiens avec des chômeur-se-s, entrecoupés de séquences d'anciens documentaires et de déclarations lors de l'université d'été du Medef. Ces dernières valent leur pesant de cacahuètes et se suffisent à elles seules, tellement Raffarin et Seillière, copains comme cochons, expriment le mépris pour la classe laborieuse. C'est donc un des intérêts du film, de voir le témoignage de personnes qui sont sorties du système du travail faire opposition à ce discours dominant. Les réalisateurs, enfin au moins celui présent ce soir-là, se défendent de faire là une apologie de la paresse ou une diabolisation simpliste du travail. Il n'empêche qu'aujourd'hui on en a bien besoin, lorsqu'on nous baratine à longueur de journée sur les bienfaits de la croissance. Et ce film interpelle : en tant que travailleur « social », depuis qu'une association exploite mes compétences techniques pour faire de l'« insertion », je suis confronté tous les jours à cette idéologie du travail salvateur, de la nécessité d'une hiérarchie et de l'esprit d'entreprise. Les pouvoirs publics qui financent ces postes d'insertion distillent par là-même la nécessité de l'activité productrice, sous la houlette d'un Raffarin héraut des bonnes valeurs de la vieille France et du patronat, mais aussi d'un Jospin qui ne manque pas de nous rappeler que la social-démocratie ne fait qu'assurer un rôle accru de l'État dans une société qui est de toute façon toujours mieux gérée par le monde des affaires. On voit également comment le gouvernement actuel tente d'individualiser la force de travail que représente chaque travailleur pour briser la solidarité de classe. La droite voudrait transformer chaque travailleur en entrepreneur qui vend sa force de travail et ses com-

pétences contre celles des autres. Heureusement le regard des personnes interviewées vient casser cette logique avec une bonne dose d'humour, élément indissociable de ce film qui nous donne un bon bol d'air.

A noter la diffusion ce soir-là d'un hors-série du mensuel CQFD qui présente le film, avec notamment un entretien avec Stéphane Goxe, co-réalisateur du film. Pour en savoir plus : www.cequifautdeuire.org

L'courrou d'néteïe



Musique

Inner Terrestrials X CD 12 titres

Le trio folk / punk / reggae sort ici son dernier album sur Mortarhate Records, avec une douzaine de morceaux dans la veine des précédents. Une bonne partie des titres est déjà connue des inconditionnels du groupe (dont je fais partie !), hormis certains comme *TV* où le groupe se plaît à explorer des riffs au penchant rock seventies. Pas trop de surprise donc, mais un album excellent et varié. Agriculture transgénique, guerre... sont par exemple les thèmes qui reviennent dans ces chansons. On retrouve également la chanson folk Barry Horne, à la mémoire du militant de l'ALF mort d'une grève de la faim. Ce disque se trouve facilement chez les distributeurs punk du coin !

- **6/09** : à l'initiative de la C.B.I.L, une trentaine de personnes participe à un **rassemblement contre le sommet de l'OMC à Saint-Brieuc**, où plusieurs banques ont été recouvertes d'affiches contre le capitalisme et la spéculation. L'après-midi, une autre **manifestation** se déroulait **devant le siège de Vivendi à Languoux**.



- **13/09** : **200 personnes marchent pour les libérés bretonnes d'Arradon à Vannes**. La C.B.I.L participe notamment au cortège.

- **18/09** : **action contre le « train de l'entreprise » à Rennes**.

- **27/09** : **manif contre l'occupation en Irak et pour la paix** au Proche-Orient devant le consulat des États-Unis à Rennes. L'après-midi une grosse manifestation avait lieu contre les licenciements, à Rennes également.

- **11/10** : **400 personnes se mobilisent à Guingamp** pour les prisonniers politiques bretons.

- **15/10** : **manif** des personnels, élèves, enseignants de **Diwan** pour réclamer plus de moyens pour la langue bretonne à **Vannes**.

- **16/10** : le collectif **Huch** organise une **conférence sur la Palestine**, animé par un de ses membres de retour de mission civile (cf. article).

- **A venir** : le procès des prisonniers politiques bretons et des militants inquiétés dans le dossier des attentats de l'ARB se déroulera du 1^{er} au 26 mars 2004 à Paris devant la Cour d'assises.

Répression en Italie.

Pour parler de répression en Italie, il faut se rappeler l'histoire. En effet, à la fin de la deuxième guerre mondiale on pensait que le fascisme était fini mais le pouvoir des catholiques, des Américains et des bourgeois avec l'illusion et la complicité des communistes (surtout du premier ministre Togliatti) accorda une amnistie et restitua les charges de police aux mêmes qui étaient dans la milice fasciste : ils ont seulement changé l'uniforme. C'est la même chose que les Américains font aujourd'hui en Irak avec la police de Saddam.

Et c'est la même histoire quand on parle du code pénal, le code Rocco utilisé pendant le fascisme n'a pas fini avec la mort de Mussolini mais il a continué à être en vigueur pour longtemps sans des modifications substantielles.

Et aujourd'hui, avec l'article 41 bis, qu'en Italie est à peu près comme le FIES en Espagne, on ne peut pas dire que nous sommes une nation démocratique et respectueuse des droits de l'homme !

Mais ça c'est difficile à soutenir aussi pour la répression quotidienne et pour la manipulation des médias sur les manifestations politiques et des nouvelles en général.

L'Etat italien a trois pouvoirs : législatif avec le parlement, exécutif avec le gouvernement et judiciaire avec la magistrature : les deux premiers sont actuelle-

ment de Berlusconi et le troisième est dominé par une magistrature qui pense d'être omnipotente (elle est fasciste même s'il y a un courant de gauche contre Berlusconi).

Avec ce panorama vous pouvez penser à la répression quotidienne contre les manifestations, les terroristes présumés, la solidarité avec les prisonniers... C'est toujours un mélange de politique, intérêt de mafia et terrorisme médiatique, par exemple on a eu des arrestations des brigadistes rouges le même jour qu'une manifestation syndicale : c'est pour suggérer une collusion entre terroristes et mouvement.

J'ai vu personnellement la répression contre la solidarité à Marco Camenisch, anarchiste prisonnier en Suisse. Nous avons subi plus de 40 perquisitions

dans toute l'Italie avec le séquestre des ordinateurs et des lettres et 13 camarades ont reçu aussi l'avis d'enquête.

Je pense qu'il faut trouver des nouvelles formes de comparaison et résistance sans oublier l'histoire, et avec cette résistance forte faire aussi de l'activité sociale qui communique la véritable réalité des choses.

Et il faut faire attention : le fascisme n'est pas encore mort !

Ale

Pour plus d'infos:

<http://www.anarcotico.net>

<http://www.freecamenisch.net>